

LEADER

2014-2020

APPEL A PROJETS

N°2.4

MOBILITE

Clôture le 13 juillet 2018

L'EUROPE S'ENGAGE
EN PAYS DIGNOIS



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

PROVENCE-ALPES
AGGLOMÉRATION

GAL Dignoïis
Groupe d'Action Locale

L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

TABLE DES MATIERES

LE GAL DIGNOIS.....	4
FINANCER SON PROJET AVEC LEADER	6
ETAPE 1 : L'opportunité.....	6
ETAPE 2 : Le dossier de demande de subvention.....	6
ETAPE 3 : La programmation de votre dossier et réalisation du projet.....	7
ETAPE 4 : La demande de paiement, la restitution et les contrôles	7
REGLEMENT DE L'APPEL A PROJETS.....	8
ARTICLE 1 : La stratégie du GAL pour la mobilité.....	8
ARTICLE 2 : Opérations éligibles.....	9
ARTICLE 3 : Dépenses éligibles	10
ARTICLE 4 : Dépenses inéligibles	11
ARTICLE 5 : Bénéficiaires éligibles	11
ARTICLE 6 : Autres conditions d'éligibilité.....	12
ARTICLE 7 : Modalités de financement	13
ARTICLE 8 : La sélection des dossiers	15
ARTICLE 9 : Modalités de l'appel à projets.....	17
ARTICLE 10 : Engagements des candidats.....	18
CONTACT	19

Stratégie LEADER Dignois
« *Territoire en transition vers une économie nouvelle* »

Appel à projets N°2.4 Mobilité

« Développer une mobilité alternative pour tous »

APPEL A PROJETS

Programme de Développement Rural FEADER 2014-2020

Mesure 19 : Soutien au développement local LEADER

Sous-mesure 19.2 : Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la
Stratégie Locale de Développement (SDL)

INFOS CLES

CLOTURE DE L'APPEL A PROJETS : 13 juillet 2018 à 12h

Enveloppe Financière FEADER de l'appel à projets : 206 927.93 €

Enveloppe Financière totale de l'appel à projets (FEADER + contreparties) : 344 879.88 €

LE GAL DIGNOIS

LEADER, Liaison Entre les Actions de Développement Economique de l'Economie Rurale, est un programme de financement de projets et de développement des zones rurales. Le programme mobilise le **FEADER**, Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural. Le **FEADER** est le second pilier de la **PAC**, Politique Agricole Commune.

Le financement des projets LEADER (hors coopération) se fait sur la base de la **mesure 19.2** du **Programme de Développement Rural Régional du FEADER**.

Le programme **LEADER** est porté localement par un **GAL, Groupe d'Action Locale**, émanation du territoire regroupant des acteurs privés et publics. C'est le **GAL**, à travers son **Comité de programmation**, qui sélectionne les projets au regard de la stratégie locale et qui attribue l'aide financière européenne.

Le GAL Dignois est porté juridiquement, depuis le 1^{er} janvier 2017, par la Communauté d'agglomération **Provence Alpes Agglomération**.

A l'échelle européenne, le programme **LEADER** s'inscrit dans plusieurs **principes** : une approche ascendante, l'innovation, un partenariat public-privé, la coopération, des actions intégrées et multisectorielles, une mise en réseau des acteurs du territoire et une stratégie locale.

Les projets financés par le programme LEADER Dignois doivent s'inscrire dans la **stratégie du GAL**. Celle-ci a été définie par les acteurs locaux pour la période de **programmation 2014-2020** pour répondre aux **enjeux du territoire**.

Le **territoire du GAL Dignois** regroupe 35 communes et 31 000 habitants. Situé au cœur de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, il est un territoire de transition entre la Haute Provence et les Alpes. Fort d'un patrimoine naturel et paysager remarquable et reconnu, le territoire comprend des richesses géologiques et thermales, une diversité des productions agricoles et des richesses culturelles avec de nombreux sites classés, des musées et fondations.

La stratégie du GAL Dignois, « **Territoire en transition vers une économie nouvelle** », se base sur un certain nombre d'enjeux identifiés localement. Pour accompagner cette stratégie, le programme LEADER Dignois vise à mettre en valeur les atouts du territoire pour créer de la richesse à travers le développement d'activités économiques locales. En parallèle, il soutient et expérimente des services nécessaires à la population, garants de la qualité de vie du territoire et de son attractivité. Cette transition vers une économie nouvelle se structure autour d'une économie de partage, source de cohésion sociale et d'emplois.

La stratégie du GAL Dignois se décline en **7 thématiques**. Chacune d'entre elles fait l'objet d'un appel à projets **distinct**.

Appel à projets 2.1 CIRCUITS COURTS

Structurer et valoriser les filières en circuits-courts (produits agricoles et bois)

Appel à projets 2.2 RENOVATION ENERGETIQUE

Développer les activités liées à l'éco-construction, la rénovation énergétique et les énergies renouvelables

Appel à projets 2.3 TOURISME

Renforcer la notoriété interne et externe des activités culturelles et touristiques du territoire en créant des synergies entre les secteurs

Appel à projets 2.4 MOBILITE

Développer une mobilité alternative pour tous

Appel à projets 2.5 ECONOMIE

Accompagner nos entreprises pour les rendre plus compétitives

Appel à projets 2.6 JEUNESSE

Avoir une meilleure qualité et une égalité des services pour nos enfants

Appel à projets 2.7 SILVER-ECONOMIE

Permettre à la silver économie un réel développement pour le bien-être et le bien vivre de nos aînés

FINANCER SON PROJET AVEC LEADER

ETAPE 1 : L'opportunité

DEPOT D'UNE FICHE-PROJET

Vous rencontrez l'équipe LEADER du GAL Dignoïs, vous prenez connaissance du règlement de l'appel à projets et vous remplissez une **fiche-projet**. [cliquez sur le lien suivant](#)
Votre fiche-projet est présentée à d'autres techniciens de la structure ou de structures partenaires afin qu'ils établissent une **expertise technique** sur son contenu et sa plus-value.

PRESENTATION DU PROJET POUR AVIS D'OPPORTUNITE

Votre fiche-projet et l'expertise technique sont transmises aux membres du **Comité de programmation** en amont de la réunion.
Vous venez présenter votre projet et échanger avec les membres du Comité de programmation.
Le Comité donne un avis à votre projet : Favorable, Favorable sous réserve, Défavorable.
Le GAL vous transmet un courrier vous informant de cet **avis d'opportunité**.

ETAPE 2 : Le dossier de demande de subvention

MONTAGE DU DOSSIER

Si votre projet a obtenu un avis favorable ou favorable sous réserve, l'équipe LEADER vous accompagne dans la constitution du dossier de demande de subvention.

Attention : Pour le dépôt de votre dossier, vous devez justifier les montants demandés pour chaque dépense à l'aide de devis ou documents administratifs.

DEPOT DE DOSSIER

Vous déposez votre dossier de demande de subvention et l'équipe LEADER vous envoie un **accusé de réception de demande d'aide**.
Après le dépôt de votre dossier, vous pouvez commencer votre projet car les dépenses deviennent éligibles. Attention, le dépôt de dossier ne vaut pas obtention de la subvention.
L'équipe LEADER échange avec vous pour compléter votre dossier s'il y a des pièces manquantes ou non conformes et peut vous envoyer un courrier de demande de pièces complémentaires.
Lorsque le dossier est complet, l'équipe LEADER vous envoie une **attestation de dossier complet**.

INSTRUCTION ET RECHERCHE DE COFINANCEURS

L'équipe LEADER instruit votre dossier, le note à l'aide de la grille de sélection et sollicite les cofinanceurs pour qu'ils interviennent financièrement en contrepartie du FEADER (Fond Européen Agricole pour le Développement Rural).

ETAPE 3 : La programmation de votre dossier et réalisation du projet

L'AVIS DE PROGRAMMATION

Votre projet est présenté une seconde fois au Comité de programmation. Celui-ci prend connaissance de la note attribuée lors de l'instruction, constate le cofinancement du projet et valide l'attribution du FEADER (Fond Européen Agricole pour le Développement Rural).

CONVENTIONNEMENT ET REALISATION DU PROJET

Vous signez une convention d'attribution de l'aide avec la Communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération.

Vous démarrez ou poursuivez la réalisation de votre projet.

Vous informez l'équipe LEADER de l'avancement de la réalisation de votre projet et respectez les règles de publicité du programme européen.

ETAPE 4 : La demande de paiement, la restitution et les contrôles

DEMANDES DE PAIEMENT ET RESTITUTION

En cours de réalisation ou à la fin du projet, vous pouvez faire une ou plusieurs demandes d'acomptes et une demande de solde. Le paiement est effectué uniquement sur la base de factures acquittées, sur présentation des justificatifs. Vous joignez ces éléments au [formulaire de demande de paiement](#).

L'équipe LEADER vérifie les réalisations prévues dans le projet et instruit votre demande, puis l'ASP (Agence de Service et de Paiements) verse la subvention.

Lors de la demande de solde (dernier paiement), vous devez produire un rapport d'exécution faisant le bilan de votre projet.

CONTROLES

Des contrôles peuvent être réalisés à plusieurs étapes par différents organismes (le GAL, L'Union européenne, l'Agence de Services et de Paiement, la Cour des Comptes, les Cofinanceurs, etc.). Ces contrôles visent principalement le respect des obligations publicitaires, le respect des procédures des marchés publics et le maintien des investissements à destination du projet.

Les contrôles sont effectués sur la base du dossier ou directement sur place. Ils peuvent aboutir à des sanctions financières.

Dans le cadre des contrôles, nous vous conseillons de tenir une comptabilité séparée pour les dépenses relatives au projet LEADER.

REGLEMENT DE L'APPEL A PROJETS

ARTICLE 1 : La stratégie du GAL pour la mobilité

La stratégie du GAL vise à développer une mobilité durable à travers des services liés aux transports et aux déplacements alternatifs sur le territoire du GAL et via l'accessibilité des services à la population.

L'enjeu de la **mobilité est à double sens** : permettre aux habitants une **mobilité différente** via des déplacements **alternatifs** (à la voiture individuelle) et **développer des systèmes rendant accessibles à tous certains services en évitant de se déplacer**.

Le profil du territoire (Digne ville centre, communes isolées, stations de ski au nord du GAL) nécessite de réfléchir en premier lieu à un schéma de services, tourné vers les transports, cohérent et adapté aux besoins. Les habitants/usagers (qu'ils soient travailleurs, étudiants, jeunes, seniors, demandeurs d'emploi) mais aussi les personnes de l'extérieur du territoire du GAL (travailleurs et touristes) doivent pouvoir se déplacer sur le territoire pour des raisons professionnelles (déplacements professionnels et trajets domicile-travail), personnelles ou autres. Ainsi ils seront consultés et impliqués aux actions, faisant le lien entre besoins et offre.

L'usage de la voiture individuelle, peu économique, polluante et excluant une partie de la population, doit être repensé autrement, notamment à travers le covoiturage, l'auto-partage, etc.

Les opérations autour des transports alternatifs : modes doux (à pied, à vélo), transports collectifs, électriques, covoiturage... seront privilégiées.

L'idée est également de mettre en place des alternatives aux situations pour lesquelles les déplacements pourraient être évités. Il s'agira de créer des modes de mobilité inversée dans lesquels ce n'est pas à l'utilisateur de se déplacer mais aux services.

Outre les actions de communication et de sensibilisation sur les nouveaux services qui pourraient émerger, dans une logique de lisibilité renforcée, des opérations d'information et de coordination d'information sur les transports collectifs et sur les actions déjà existantes sur le territoire seront encouragées.

Cette fiche visera à financer des études ou plans de déplacements autour de la mobilité et des transports, à accompagner le développement de l'offre de transport privé/public participatif et citoyen, à expérimenter et développer de nouveaux services liés à la mobilité (comme la création d'une centrale de mobilité, des services itinérants, de lieux d'accueil de services « décentralisés » grâce à l'installation de systèmes de visioconférence par exemple...), à promouvoir et développer tous types de transports durables.

Objectifs transversaux : Les actions financées devront contribuer au maximum aux objectifs transversaux de la stratégie LEADER : participer à la transition écologique et énergétique et promouvoir l'intelligence collective par la mise en réseau des acteurs du territoire.

ARTICLE 2 : Opérations éligibles

- Actions d'animation et de communication (réunions d'information) visant à favoriser les modes de transport écologiques (y compris plan de communication, événementiel, challenge, etc. afin de sensibiliser, mais aussi passer à l'action)
- Etude, mise en place et animation de plans de déplacements autour de la mobilité et des transports : Plans de Déplacements (Inter) Administrations/Entreprises, Plans de Déplacements des Etablissements Scolaires, Pédibus, etc.
- Développement de la pratique du covoiturage spontané (mode de déplacement se rapprochant du stop, mais davantage sécurisé)
- Aménagement de pôles d'échanges multimodaux
- Etude (externe) pour la transformation d'un réseau de transports en commun municipal à un réseau intercommunal avec l'objectif de répondre aux besoins réels des usagers de la ville-centre et des communes périphériques
- Expérimentation d'un réseau de transports à la demande
- Expérimentation de navettes saisonnières
- Etude, création, communication et sensibilisation sur la création d'un parc de véhicules en auto partage (Minibus, VL, VL électriques, VAE...)
- Création d'outils numérique (application, site de réservation, « marque blanche ») pour l'amélioration de l'information liés aux transporteurs
- Etude, communication, sensibilisation et mise en place du développement de l'usage de Vélos à Assistance Electrique par un service de location
- Création d'une centrale de mobilité
- Création de services itinérants (cinéma, culture, informations touristiques)
- Etude (externe) pour la réalisation de liaisons douces (piétonnes et cyclistes)

ARTICLE 3 : Dépenses éligibles

DEPENSES SUR FACTURE

- Etudes liées aux opérations éligibles
- Réunions d'information
- Prestation de services et frais d'honoraires en accompagnement comptable, juridique, et technique
- Frais de réception
- Frais de communication (encart publicitaire, frais d'impression, affranchissement pour envoi en nombre, conception de supports de communication,), de promotion, d'information (guide, film, site internet...)
- Frais d'organisation et de participation à des événements (prestation de services concernant l'animation, etc.)
- Acquisition de matériel, mobilier (hors acquisition d'occasion) comme signalétique, mobilier urbain, consigne vélo, arceaux vélo, etc.
- Frais liés à des prestations de transporteurs
- Acquisition de bornes de recharge électrique
- Investissement immatériel (logiciels, centrale de réservation, application mobile et brevet)
- Travaux d'aménagement (mise en accessibilité, arrêts stop, implantation de signalétique, etc.)
- Rénovation d'un bien immobilier (travaux de second œuvre)
- Location de biens meubles ou immeubles
- Matériel roulant rattaché à l'opération (véhicule maximum 1 par opération et vélos)

DEPENSES DE PERSONNEL

- Frais salariaux (primes, cotisations, avantages, taxes) liés au projet (sur justificatif du temps de travail)
- Frais de structure soit 15% des dépenses de personnels éligibles (obligatoires dès présentation de frais salariaux)
- Frais de déplacements (selon le barème fiscal), de restauration et d'hébergement (remboursement sur frais réels ou au forfait)

ARTICLE 4 : Dépenses inéligibles

- Le bénévolat et les apports en nature
- Les dépenses relevant d'une autofacturation
- Les investissements de simple renouvellement de matériels existants
- Le matériel d'occasion
- Les coûts d'acquisition foncière et immobilière
- Les dépenses de construction, de rénovation, de réhabilitation et/ou de restauration de bâtiments portant sur le « gros œuvre »
- Les investissements de mise aux normes pour des normes déjà en vigueur
- Les dividendes
- Les intérêts moratoires
- Les droits de douanes
- Les dotations aux provisions
- Les charges financières (frais bancaire)
- Les frais liés aux accords amiables

ARTICLE 5 : Bénéficiaires éligibles

- Associations loi 1901
- Fondations
- Coopératives d'entreprises (Agriculteurs, artisans, commerçants : SCIC, SCOP, CAE...).
- Chef d'exploitations ATP / ATS
- GAEC, EARL, GIE, SCEA
- Chambres consulaires
- Syndicats professionnels
- Micro entreprises, TPE et PME < 250 salariés (selon la recommandation 2003/361/CE du 6 mai 2003),
- Organismes de formation avec numéro d'agrément
- Collectivités locales (communes et communautés de communes, communauté d'agglomération)
- Syndicats mixtes intercommunaux
- Structure porteuse du GAL
- Régie municipale (sous réserve que la régie dispose d'une assise juridique propre)

ARTICLE 6 : Autres conditions d'éligibilité

SEUIL ET PLAFOND D'ELIGIBILITE

- Pour être éligible, le projet doit respecter un **seuil minimum** de 5000 € de dépenses éligibles.
- Pour être éligible, le projet doit respecter un **plafond maximum** de 250 000 € de dépenses éligibles.

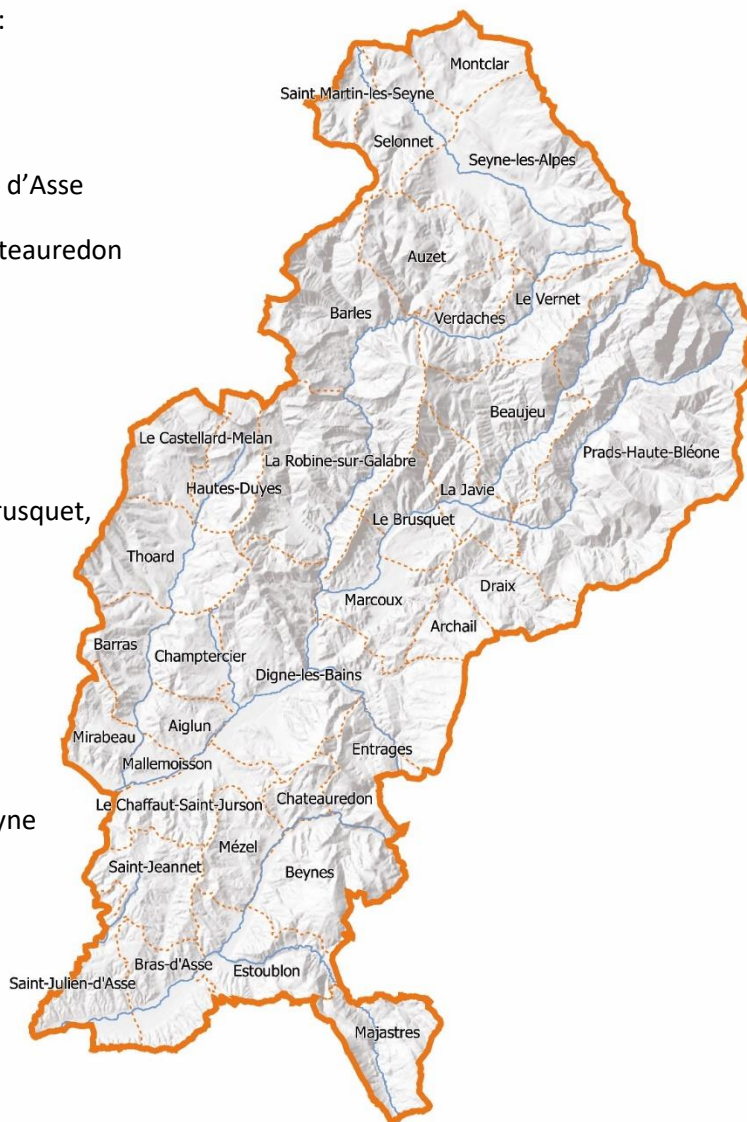
Attention : les dépenses éligibles sont déterminées lors de l'instruction. Le seuil est donc vérifié à cette étape et non lors du dépôt de dossier.

Le seuil est vérifié à nouveau lors de la demande de paiement.

ELIGIBILITE GEOGRAPHIQUE

Pour être éligible, l'investissement doit être **réalisé sur le périmètre du GAL** Dignoïs (hors coopération), dans les Communes suivantes :

- A** Aiglun, Archail, Auzet
- B** Barles, Barras, Beaujeu, Beynes, Bras d'Asse
- C** Castellard Melan, Champtercier, Chateaudon
- D** Digne Les Bains, Draix
- E** Entrages, Estoublon
- H** Haute Duyes
- L** La Javie, La Robine Sur Galabre, Le Brusquet, Le Chaffaut Saint Jurson, Le Vernet
- M** Majastre, Mallemoisson, Marcoux, Mezel, Mirabeau, Montclar
- P** Prads Haute Bleone
- S** Saint Jeannet, Saint Julien D'asse, Saint Martin Les Seyne, Selonnet, Seyne
- T** Thoard
- V** Verdaches



ARTICLE 7 : Modalités de financement

ENVELOPPE FINANCIERE

L'enveloppe financière FEADER affectée à cet appel à projets, pour les projets de la fiche action N°4 « Mobilité », est de **206 927.93 €**.

Des contreparties financières nationales étant obligatoires, l'enveloppe financière globale pour les projets de la fiche action N°4 « Mobilité », est estimée à 344 879.88 €.

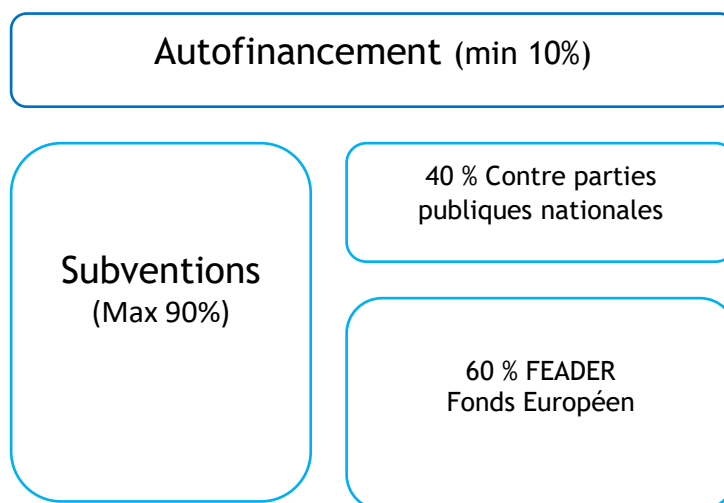
Les subventions seront octroyées jusqu'à épuisement de cette enveloppe. Au-delà de celle-ci, les projets ne pourront pas être programmés.

TAUX MAXIMUM D'AIDE ET PLAN DE FINANCEMENT

Un taux maximum d'intervention plafonne l'aide publique. Pour le programme LEADER l'aide publique est plafonnée à 90%.

Votre plan de financement sera donc constitué d'une **part d'autofinancement de 10% minimum** et d'une **part d'aide publique versée sous forme de subvention**.

La subvention est subdivisée entre 60% de financement européen **FEADER** et 40% de **contreparties nationales** publiques (Conseil Régional, Conseil Départemental, Intercommunalité, Commune, etc.).



Les contreparties financières nationales sont sollicitées dans le même formulaire que la demande de subvention LEADER. Le GAL agit comme « guichet unique » et va directement solliciter d'autres financements nationaux. Vous êtes cependant libre de rechercher en amont d'autres financements publics et de nous l'indiquer lors du dépôt de votre dossier.

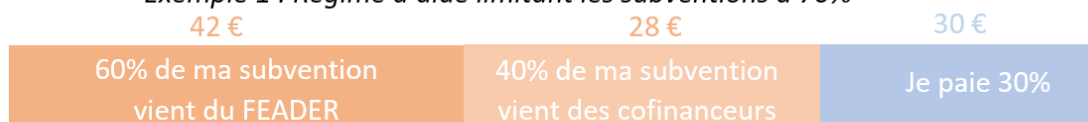
UNE DIFFERENCE ENTRE LE TAUX D'AIDE DEMANDE ET LE TAUX OBTENU

Le taux de subvention demandé ne sera pas toujours celui obtenu. La réglementation européenne impose une modulation du taux d'aide en fonction du type de projet, de la structure porteuse et de son champ d'intervention. Les taux d'aide sont définis lors de l'instruction et déterminés par le choix d'un « régime d'aides d'Etat » ou d'un règlement spécifique.



L'équipe technique applique le régime d'aide d'Etat correspondant

Exemple 1 : Régime d'aide limitant les subventions à 70%



Exemple 2 : Régime d'aide limitant les subventions à 90%



MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Le versement de l'aide ne se fait que sur la base des dépenses réalisées et sur présentation de factures acquittées. Vous devez donc faire l'avance de trésorerie.

Acomptes : Vous avez la possibilité de demander au maximum deux acomptes pour vos dépenses acquittées. Ces derniers peuvent intervenir lorsque au moins 20% du montant des dépenses prévisionnelles a été payé. Les acomptes ne peuvent pas excéder 80% des dépenses prévisionnelles.

Solde : Une fois l'intégralité des dépenses réalisées, des factures acquittées et des contreparties publiques reçues, vous pouvez déposer la demande de paiement du solde de votre subvention.

ARTICLE 8 : La sélection des dossiers

Les projets seront sélectionnés au travers de trois principes :

- L'évaluation de la pertinence du projet au regard des principes fondamentaux LEADER
- L'évaluation de la contribution du projet à la stratégie du territoire
- L'évaluation de la performance du projet et de sa faisabilité

Il s'agit de principes de sélection, les critères seront spécifiés par le comité de programmation et détaillés dans une grille de sélection.

LA SELECTION DES DOSSIERS SE FAIT EN DEUX ETAPES

Lors de la phase d'opportunité :

Votre fiche-projet et les documents que vous souhaitez joindre seront présentés puis analysés par le Comité de programmation. Ce dernier va juger votre projet sur la base d'une grille d'opportunité et pourra s'appuyer sur des expertises techniques. Vous êtes invités à présenter votre projet lors de ce Comité. Les membres du Comité de programmation rendent **un avis d'opportunité** sous 3 modalités :

- Favorable
- Favorable sous réserve
- Défavorable

Lors de la phase de sélection :

L'équipe LEADER instruit, puis note votre projet sur la base d'une grille de sélection. En parallèle, elle sollicite des cofinanceurs pour intervenir en contrepartie du FEADER (Fond Européen Agricole pour le Développement Rural).

Le Comité de programmation va prendre connaissance de votre note, constater le cofinancement de votre projet et décider de vous attribuer un financement FEADER (Fond Européen Agricole pour le Développement Rural).

Les membres du Comité de programmation rendent **un avis de sélection** sous 2 modalités :

- Favorable
- Défavorable

PREVENTION DES CONFLITS D'INTERET

Afin d'éviter tout conflit d'intérêt, les membres du Comité de programmation qui sont porteurs d'un projet ou impliqués dans la gouvernance d'une structure candidate, ne prendront part ni aux discussions, ni au vote du projet.

Par ailleurs, tous les membres du Comité de programmation s'engagent à ne pas être en conflit d'intérêt avec le projet ou le porteur au moment du vote.

COMPOSITION DU COMITE DE PROGRAMMATION

Le Comité de programmation se compose de 38 membres : 19 titulaires et 19 suppléants.

Il est constitué d'un collège public et d'un collège privé. Le collège privé représente plus de 50% des membres.

Collège public :

- 6 titulaires, conseillers communautaires de la **communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération** ou conseillers municipaux, et 6 suppléants
- 1 représentant de la **chambre d'agriculture** et 1 suppléant.
- 1 représentant de la **chambre de commerce et d'industrie** et 1 suppléant.
- 1 représentant de la **chambre des métiers et de l'artisanat** et 1 suppléant.

Collège privé :

- 2 membres du secteur « **agricole** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **entreprise** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **associatif** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **tourisme** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **citoyen** » et 2 suppléants

ARTICLE 9 : Modalités de l'appel à projets

La publicité de l'appel à projets LEADER 2014-2020 se déroule du 25 avril 2018 au 13 juillet 2018. Durant cette période, les documents utiles à la constitution des dossiers seront mis en ligne sur le site Internet : www.paysdignois.fr/leader-2014-2020

La date limite de réception des fiches-projet est fixée au 13 juillet 2018 inclus. Ces dernières doivent être transmises en version **informatique et papier : remise en mains propres ou par courrier (cachet de la poste faisant foi).**

Il est vivement recommandé de contacter l'équipe technique avant le dépôt de la fiche-projet pour avoir un premier échange sur le projet.

Remise des fiches-action :

En mains-propres :
42 av François Cuzin
04000 DIGNE LES BAINS

Par courrier :
Provence Alpes Agglomération GAL Dignois
4 rue Klein
04000 DIGNE LES BAINS

Par courriel :
leader.dignois@provencealpesagglo.fr

Les porteurs de projet candidats doivent a minima fournir la fiche-projet demandée :

Fiche-projet : www.paysdignois.fr/wp-content/uploads/2018/04/FICHE-PROJET-Dignois-2018.docx

Ils peuvent y joindre tout élément permettant aux membres du Comité de programmation de mieux juger le projet.

ARTICLE 10 : Engagements des candidats

Tout candidat déposant un dossier dans le cadre de cet appel à projets, dans le cas où son projet serait retenu, s'engage à :

- Accepter sans réserve le présent règlement.
- Ne pas avoir commencé le projet avant la date indiquée dans le courrier d'accusé de réception de la demande de subvention.
- Commencer le projet dans le délai maximal fixé par la convention d'attribution de l'aide.
- Associer le GAL Dignois à toute opération de communication relative au projet, mentionner le nom des financeurs, respecter des règles européennes de publicité.
- Se soumettre aux éventuelles procédures de contrôles.
- Archiver le dossier pendant 5 ans après le paiement du solde.
- Remettre un rapport d'exécution à la fin du projet.

CONTACT

Pour toute information, nous vous invitons à contacter l'équipe technique du GAL Dignois :

Guillaume GIAI MINIETTI Animateur

06.78.65.46.83 - 04.92.61.66.56

guillaume.giai@provençalpesagglo.fr

Mathilde SIRE Gestionnaire

06.78.65.46.83 - 04.92.61.66.56

mathilde.sire@provençalpesagglo.fr

ADRESSE POSTALE

Provence Alpes Agglomération
4 rue Klein
04000 - DIGNE LES BAINS

NOS BUREAUX

42 av François Cuzin
04000 - DIGNE LES BAINS

SITE INTERNET

www.paysdignois.fr/leader-2014-2020